

A woman with dark hair, wearing a beige ribbed sweater, is sitting on a green sofa. She is looking down and to the right with a thoughtful expression, her hands clasped near her face. The background shows a window with a view of greenery and a potted plant.

Rapport Semestriel
2021

Groupe Devernois

SOMMAIRE

A/ ATTESTATION DE RESPONSABILITÉ	2
B/ RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ.....	3
C/ BILAN CONSOLIDÉ DU GROUPE.....	12
D/ COMPTE DE RÉSULTAT DU GROUPE.....	14
E/ TABLEAU DE FINANCEMENT DU GROUPE.....	15
F/ TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	16
G/ NOTES ANNEXES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.....	16

A/ Attestation de Responsabilité

J'atteste en ma qualité de Président du Directoire que, à ma connaissance, les comptes semestriels condensés au 30 juin 2021 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation. J'atteste de même par la présente que le rapport d'activité du 1^{er} semestre 2021 représente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes liés aux 6 prochains mois d'exercice.

Le Coteau, le 05 septembre 2021

Thierry Brun

Président du Directoire

B/ RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Établi par le Directoire sur les comptes semestriels arrêtés au 30 juin 2021

Normes et règles de présentation

Les comptes consolidés du Groupe au titre de la situation close le 30 juin 2021 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci-après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union européenne au 30 juin 2021. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») les interprétations émanant de l'IFRS Interpretation Committee (« IFRS IC »), ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Elles sont disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Le Groupe a appliqué les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- IFRS16 contrats de locations : Contrats de location. Cette norme remplace IAS 17 - Contrats de location, ainsi que toutes les interprétations qui s'y rattachent. La norme IFRS 16 s'applique à l'ensemble des contrats de location conclus par le Groupe. Son application est décrite de manière détaillée plus bas ;
- Les Améliorations annuelles des IFRS 2015-2017
- L'amendement IAS 19 « Avantages du personnel » portant sur les modifications, réductions ou liquidations de régime
- L'amendement IAS 28 « investissement à long terme »
- L'amendement IFRS 9 « options de prépaiements avec compensation négative »
- IFRIC 23 Positions fiscales incertaines

Hors IFRS 16, les dernières publications citées n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe. La première application d'IFRIC 23 n'a notamment pas conduit le Groupe à constater de nouveaux risques fiscaux à provisionner.

ACTIVITÉ DU GROUPE AU COURS DU SEMESTRE :

Un premier semestre 2021 toujours impacté par la crise sanitaire du covid 19, mais une activité retail qui se redresse.

Par Réseau, en K €	1 er semestre 2021		1 er semestre 2020		Variation
Sous Total Gros	929	11,97%	1 171	16,13%	-20,7%
Sous Total Distribution	6 834	88,03%	6 090	83,87%	12,2%
Chiffre d'affaires consolidé en application IFRS5	7 762	100,00%	7 261	100,00%	6,9%
Sous total activités abandonnées ou cédées	273		122		124,1%
Total chiffre d'affaires hors impact IFRS5	8 036		7 383		8,8%

Le chiffre d'affaires progresse de 6,9% par rapport à juin 2020 avec 2 effets majeurs :

- La crise sanitaire du Covid-19 qui a entraîné une fermeture de l'intégralité de nos points de ventes en mars 2021 sur une durée quasi équivalente à celle de 2020, mais, contrairement à 2020, avec une dynamique forte après réouverture et une pression moindre des mesures de restrictions sanitaires.
- Une progression de 50 % de l'activité internet grâce, en partie, à la mise en place d'une vente usine digitale afin d'écouler les stocks issus des périodes de confinements de 2020 et 2021.

Le chiffre d'affaires de l'activité de gros continue à se contracter avec une régression de -20,7 %. La situation géopolitique de certains des pays dans lesquels sont implantés nos clients (Liban, Russie) ainsi que les sur stocks liés à la fermeture pour raison sanitaire de nos clients multimarques pénalisent notre volume d'activité sur ce segment de distribution.

En application de la norme IFRS5 les magasins cédés ou dont l'activité ne sera pas maintenue sur l'année 2021 sont sortis des chiffres d'affaires consolidés et leurs résultats nets isolés dans le compte de résultat.

À fin juin 2021, le réseau intégré représentait 61 succursales en Europe, 1 site internet et 6 affiliés.

II ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDÉS

1. RÉSULTAT :

Données consolidées en K€	30-juin-21		30-juin-20		31-déc.-20		Variation en % 1 sem 2020 / 1 sem 2019
	En K€	En ratio	En K€	En ratio	En K€	En ratio	
Chiffre d'affaires	7 762		7 261		14 981		6,9%
Achats consommés	-2 167	-27,92%	-1 683	-23,18%	-3 317	-22,14%	28,7%
Marge brute	5 595	72,08%	5 578	76,82%	11 663	77,86%	0,3%
Charges opérationnelles	-5 434	-70,01%	-7 668	-105,61%	-16 638	-111,07%	-29,1%
Résultat opérationnel	161	2,08%	-2 091	-28,80%	-4 975	-33,21%	107,7%
Coût de l'endettement financier net	-133	-1,71%	-226	-3,11%	-426	-2,84%	-41,1%
Autres produits et charges financiers	-31	-0,40%	-3	-0,04%	38	0,25%	1062,7%
Charges d'impôt	46	0,59%	524	7,22%	-599	-4,00%	-91,3%
Résultat des activités non maintenues	-503	-6,48%	-150	-2,07%	-650	-4,34%	235,0%
Résultat net	-460	-5,93%	-1 945	-26,79%	-6 613	-44,14%	76,4%

La part des achats consommés est en forte augmentation (+4,7 %) du fait des opérations de déstockages mises en place sur le premier semestre 2021 pour écouler les reliquats des saisons été 2020 et Hiver 2020 impactées par les fermetures sanitaires.

Au niveau des charges opérationnelles, les charges de personnel du groupe sont quasiment stables à 3 078K€ pour 3 086K€ en 2020. Cette stabilité permet d'améliorer le ratio de frais de personnel de 3 %.

Les autres charges régressent de 2 225K€ en passant de 4 582K€ à fin juin 2020 à 2 356K€ à fin juin 2021. Cette diminution provient essentiellement d'une forte diminution du poste provision (1 474K€) et d'une augmentation du parc de magasin devant être cédé (591K€). Le reste provient des économies liées à la fermeture des magasins non rentables sur 2020 et début 2021.

Le résultat opérationnel courant s'améliore fortement et passe d'une perte de -2 091K€ en 2020 à un gain de +161K€ au premier semestre 2021.

Le résultat financier représente -31K€ au 30 juin 2021 contre -3K€ au 30 juin 2020. Le résultat financier provient des intérêts des emprunts et de gains et pertes de change chez Devernois SA.

Le résultat net après impôt s'améliore fortement, passant de -1 945K€ au 30 juin 2020 à -460K€ au 30 juin 2021. Les effets du plan de retournement que l'entreprise a massivement mis en place depuis 2019 se font sentir, car, hors résultat des magasins devant être fermés ou cédés en 2021, le groupe présenterait des résultats semestriels positifs.

III. BILAN

III.1. BILAN

III.1.1 Actifs non courants

Le total des actifs non courants passe en valeur nette de 24 171K€ au 31/12/2020 à 22 252K€ au 30/06/2021.

Les immobilisations corporelles et incorporelles représentent en valeur nette 21 757K€ au 30/06/2021 contre 23 585K€ au 31/12/2020. La variation de – 1 828K€ provient, essentiellement, de la réduction des valeurs de fonds de commerce suite aux fermetures de points de vente.

Les valeurs des fonds de commerce inscrits au bilan restent celles de l'évaluation pratiquée pour la clôture du 31 décembre 2020. En effet, comme chaque année et par mesure pratique, le groupe fait établir une évaluation annuelle de ses fonds par un cabinet indépendant au deuxième semestre de chaque exercice, cette valeur considérée comme valeur vénale est alors utilisée pour les tests de dépréciation.

Les immobilisations financières sont en légère baisse par rapport au 31/12/2020 et représentent une valeur de 478 K€ au 30/06/2021.

III.1.2. Actifs courants

III.1.2.a Stocks

Les stocks nets régressent légèrement en passant de 5 514K€ au 31/12/2020 à 5 227K€ au 30/06/2021. Ce début de baisse est lié à une réduction de nos achats afin d'écouler les surstocks d'été et d'hiver 2020 ainsi que d'actions commerciales d'écoulements mises en place sur le premier semestre. Il est important de noter que ces actions ont permis de faire baisser la part d'anciennes saisons de près de 11 % par rapport à la situation au 31 décembre 2020.

III.1.2.a Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés en valeur régressent fortement en passant de 652K€ au 31/12/2020 à 149 K€ au 30/06/2021. Cette forte diminution est due d'une part à la baisse de l'activité multimarque et d'autre part, à une amélioration de nos délais de paiement.

III.1.2.a Trésorerie

La trésorerie nette à la fin du premier semestre 2021 s'élève à 3 862K€ contre 2 186K€ au 31/12/2020. Cette amélioration est la résultante du gel des passifs suite au placement des sociétés Sofrade SAS et Devernois SA en redressement judiciaire le 3 février 2020.

III.2 Passifs

III.2.1 Capitaux propres

Le montant des capitaux propres diminue de – 437€ en passant de 10 067K€ au 31 décembre 2020 à 9 630K€ au 30 juin 2021. Cette diminution est essentiellement liée aux résultats du premier semestre 2021.

III.2.2 Emprunts et dettes financières à plus d'un an

Les emprunts et dettes financières du groupe diminuent de manière non significative pour -61K€. Le placement des sociétés Sofrade SAS et Devernois SA en redressement judiciaire a gelé les remboursements des 4 606K€ de dettes.

III.2.3 Passifs courants

III.2.3.a Fournisseurs

Le poste fournisseur augmente fortement en passant de 2 486K€ au 31/12/2020 à 3 682K€ au 30/06/2021. C'est un des effets du placement en redressement judiciaire des deux des sociétés du groupe.

III.2.3.b Emprunts et dettes financières à moins d'un an et comptes bancaires créditeurs

Les emprunts et dettes financières à moins d'un an et comptes bancaires créditeurs du groupe sont quasiment stables à 2 572K€ au 30/06/2021 pour 2 552K€ au 31/12/2020.

III.2.3.c Dettes fiscales et sociales et autres dettes

Les dettes fiscales et sociales et autres dettes du groupe augmentent fortement en passant de 2 822K€ au 31/12/2020 à 3 927K€ au 30/06/2021. Cette augmentation est liée au placement des sociétés Sofrade SAS et Devernois SA en redressement judiciaire.

III.2.3.d Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges hors impôts différés passent de 2 372€ au 31/12/20 à 1 035K€ au 30/06/2021. La baisse est principalement due à une diminution de la provision pour retour.

IV. ANALYSE DES RISQUES

VII.1 Risque de Crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients.

Le Groupe dispose d'une assurance-crédit souscrite auprès de la société EULER HERMES afin de s'assurer contre le risque de crédit auprès des clients hors France (60% du chiffre d'affaires de Gros). La quotité assurée est de 70% pour les clients non dénommés et de 90% pour les clients dénommés.

VII.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. La direction financière a pour mission d'assurer le financement et la liquidité du Groupe au meilleur coût. Le financement du groupe est assuré par le recours au marché des capitaux via des ressources bancaires (emprunts et lignes de crédit, etc.). Des budgets de trésorerie sont définis par la direction et présentés périodiquement au comité de direction et au conseil de surveillance. C'est ce risque de liquidité qui a entraîné la demande des sociétés Devernois SA et Sofrade SAS de se placer sous la protection du tribunal de commerce de Roanne le 3 février 2021.

VII.3 Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt affectent le résultat de Groupe. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables.

- Risque de taux d'intérêt

Les dettes financières du Groupe sont contractées uniquement à taux fixe éliminant ainsi tout risque de taux d'intérêt.

- Risque de change

Au titre de ses filiales, le Groupe est soumis au risque de conversion des états financiers en euro uniquement pour sa filiale Devernois Suisse, société de droit français disposant d'établissements en Suisse.

Du fait de l'origine étrangère d'une part de ses approvisionnements, le Groupe est exposé dans ses activités aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies, principalement

le Dollar américain. Le groupe s'attache à couvrir ce risque par des opérations de couverture de change. Dans cet objectif, il est assisté par ses principaux organismes financiers qui le conseillent dans sa gestion et son suivi de la couverture de sa position de change.

La situation du groupe ne lui permet plus d'accéder à des outils de couverture des risques de changes jusqu'à la fin de la période d'observation du redressement judiciaire de Devernois SA.

- Risques liés aux actions

Le groupe n'est pas exposé au risque de prix sur les actions puisqu'il ne détient aucune action auto détenue.

VII.4 Risque fournisseurs et prix

Les relations avec nos fournisseurs et sous-traitants sont encadrées par des contrats de partenariat et de sous-traitance. Le Groupe se prémunit contre les risques juridiques liés à ces contrats avec l'appui d'un cabinet juridique extérieur. Ainsi toute rupture abusive d'un contrat par un fournisseur peut faire l'objet d'un contentieux dans la mesure où des conséquences significatives en résulteraient. De plus, le Groupe gère un panel de fournisseurs nécessaire et suffisant en France et à l'export pour éviter tout goulet d'étranglement qui surviendrait suite à la rupture de relations avec un ou des fournisseurs.

VII.5 Assurances

Le groupe a souscrit auprès de compagnies d'assurances des contrats d'assurance visant à protéger ses biens d'exploitation. Ainsi, les bâtiments industriels, commerciaux ou logistiques, les fonds de commerce et leur contenu (essentiellement machines à tricoter, matériels, mobiliers de bureau, agencements boutiques et stocks) bénéficient de couvertures contre les principaux risques. Par ailleurs, une garantie « perte d'exploitation » couvre les conséquences financières d'une interruption de l'exploitation consécutive à la survenance de tels dommages. Cette garantie couvre la marge brute des sociétés du Groupe sur une période d'indemnisation de 12 mois.

Le groupe bénéficie à ce titre d'une limite contractuelle d'indemnité par sinistre type « incendie » de 32 millions d'euros (Risques directs + perte d'exploitation) pour sa partie production, administration, logistique et commercial de Gros et de 15 millions d'euros (Risques directs + perte d'exploitation + perte de la valeur vénale des Fonds de Commerce) pour sa partie Réseau de Boutiques.

Enfin, le Groupe satisfait aux obligations d'assurance de responsabilité civile liée à la production et à la commercialisation de ses produits. Le montant maximal des garanties souscrites à ce titre s'élève respectivement à 10 millions (responsabilité civile « avant livraison ») par sinistre et 3 millions (responsabilité civile « après livraison ») par sinistre et par année d'assurance. Le groupe n'était, par contre, pas couvert pour les risques pandémiques.

VII.6 Autres risques

- Risques liés à la concurrence : Le Groupe suit régulièrement les informations du marché issues de sa force de vente, de son réseau interne, des organismes nationaux du secteur pour analyser les évolutions du marché ou des concurrents.

- Risques liés aux salariés clés : Le Groupe est attentif à l'évolution de son turnover dans les postes clés de l'entreprise. Il essaie de faire au mieux pour développer les domaines de compétence de ses salariés et faciliter ainsi la polyvalence de ces hommes clés.

- Risques liés à la taille de la société : Le Groupe n'a pas connu d'évolution significative depuis plusieurs années qui puisse accentuer ou réduire les risques liés à sa taille. D'un point de vue juridique et légal, le Groupe est assisté de partenaires extérieurs, experts dans leur domaine de compétence, qui lui permettent de se tenir au fait des évolutions dans ces domaines.

V.PERSPECTIVES DU 2ème SEMESTRE 2021

Nous estimons que le chiffre d'affaires annuel du groupe au vu des hypothèses prises en ce qui concerne la crise sanitaire devrait être en progression de 12 % à 17 % versus le chiffre d'affaires à fin décembre 2020. Cette estimation ne prend pas en compte un confinement important décidé par un ou des pays dans lesquels le groupe est présent sur le deuxième semestre.

Le deuxième semestre devrait voir une amélioration des marges avec une politique mise en place depuis fin août de réduction des opérations commerciales.

Nous poursuivrons, également, notre stratégie de déstockage des saisons précédentes impactées par les fermetures administratives.

VI. PRINCIPES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les parties liées sont HSTB, SCI DAX IMMO, SCI FOX IMMO, SCI MUL IMMO SCI DISPRO, SPRL OST Immo. et les dirigeants de la société DEVERNOIS.

En dehors des rémunérations des dirigeants mentionnés en note 26 il n'y a pas d'autres relations entre les parties liées.

Dans le cadre du protocole bancaire homologué le 17 juin 2020 HSTB s'est engagée à ne facturer aucuns honoraires de gestion jusqu'au 31 mars 2022.

C/ Bilan consolidé du groupe DEVERNOIS en K€

ACTIF	Note	30/06/2021	31/12/2020
ACTIFS NON-COURANTS			
Goodwill			
Autres Immobilisations Incorporelles		12 989	13 681
Immobilisations Corporelles		8 768	9 904
Immeubles de placement		0	0
Participations entreprises associés		0	0
Actifs financiers disponibles à la vente		0	0
Autres actifs financiers		478	570
Autres actifs non courants		0	0
Actifs d'impôts non-courants		17	16
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		22 252	24 171
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours		5 227	5 514
Clients et comptes rattachés		149	652
Autres actifs courants		1 919	1 361
Actifs d'impôts courants		0	0
Actifs financiers à la juste valeur - contrepartie résultat		0	0
Trésorerie et équivalent de trésorerie		3 862	2 186
Actifs destinés à être cédés		479	441
Liaisons Titres		0	0
Liaisons Bilan		0	0
Liaison entité de gestion		0	0
Contrepartie intra-groupe		0	0
TOTAL ACTIFS COURANTS		11 635	10 154
TOTAL ACTIF		33 887	34 325

PASSIF	Note	30/06/2021	31/12/2020
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis		2 300	2 300
Réserves		7 790	14 380
Titres en auto-contrôle			
Résultat de l'exercice		(460)	(6 613)
Intérêts minoritaires		(0)	(0)
TOTAL CAPITAUX PROPRES		9 630	10 067
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts & dettes financières diverses à long terme		4 606	4 667
Passifs d'impôts non-courants		795	840
Provisions à long terme		1 035	2 372
Dettes locations à + 1 an		5 424	6 359
Autres passifs non courants			
TOTAL PASSIF NON COURANTS		11 860	14 238
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés		3 682	2 486
Emprunts à court terme		2 572	2 552
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme		2 216	2 162
Passifs d'impôts courant			
Provisions à court terme			
Autres passifs courants		3 927	2 822
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés			
TOTAL PASSIF COURANTS		12 397	10 021
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		33 887	34 325

D/ Compte de résultat consolidé du groupe DEVERNOIS en K€

Rubriques	Note	30/06/2021 en K€	30/06/2020 en K€
Chiffre d'affaires		7 762	7 261
Autres produits de l'activité			
Achats consommés		-2 441	-1 738
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		274	54
Marge		5 595	5 578
Charges de personnel		-3 078	-3 086
Charges externes		-1 543	-2 289
Impôts et taxes		-188	-242
Dotations aux amortissements		-2 070	-1 915
Dotations aux provisions		1 238	-236
Autres produits et charges d'exploitation		-18	-18
Résultat opérationnel courant		-64	-2 210
Autres produits et charges opérationnels		225	119
Résultat opérationnel		161	-2 091
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence dans la continuité des activités			
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des MEE dans la continuité des activités		161	-2 091
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement financier brut		-133	-226
Coût de l'endettement financier net		-133	-226
Autres produits et charges financiers		-31	-3
Charges d'impôt		46	524
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence			
Résultat net d'impôt des activités maintenues		43	(1 795)
Résultat des activités non maintenues		-503	-150
Charge d'impôt relative aux activités non maintenues			
Résultat net des activités non maintenues		-503	-150
Liaisons Résultat		0	0
Résultat net		-460	-1 945

E/ Tableau de Financement du groupe en K€

RUBRIQUES	Note	30/06/2021	31/12/2020
Résultat des activités poursuivies		43	-5 963
+/- Résultat des activités non maintenues		-503	-650
Résultat net consolidé		-460	-6 613
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions		-1 532	2 072
+/- Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur			
+/- Autres produits et charges calculés			
+/- Plus et moins-values de cession		2 377	3 141
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		385	-1 400
+ Coût de l'endettement financier net		133	426
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)		-46	600
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		472	-374
- Impôts versé			-1
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité		2 957	251
+/- Autres flux générés par l'activité			
Flux de trésorerie d'exploitation utilisés par les activités non maintenues		-128	-134
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE		3 301	-258
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-393	-866
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		37	1 234
+/- Incidence des variations de périmètre			
+/- Variation des prêts et avances consentis		92	237
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		-264	605
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital :			
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :			
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts		1	3 299
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location)		-1 249	-2 616
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location)		-133	-426
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		-1 381	257
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		1 656	604
TRESORERIE D'OUVERTURE		-366	-970
TRESORERIE DE CLOTURE		1 290	-366

F/ Tableau de variation des capitaux propres

En EUR	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-1	2 300	14 379	-6 613		10 066	
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		-6 613	6 613			
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N			-460		-460	
Variations des écarts de conversion		7			7	
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Variation IFC (par OCI)		17			17	
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Capitaux propres N	2 300	7 790	-460		9 630	

G/ Notes annexes aux états financiers consolidés

Note 22. Principes comptables

Les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci-après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union européenne au 31 décembre 2020. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») les interprétations émanant de l'IFRS Interpretation Committee (« IFRS IC »), ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Elles sont disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Le Groupe a appliqué les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- IFRS16 contrats de location : Contrats de location. Cette norme remplace IAS 17 - Contrats de location, ainsi que toutes les interprétations qui s'y rattachent. La norme IFRS 16 s'applique à l'ensemble des contrats de location conclus par le Groupe. Son application est décrite de manière détaillée plus bas ;
- Les Améliorations annuelles des IFRS 2015-2017
- L'amendement IAS 19 « Avantages du personnel » portant sur les modifications, réductions ou liquidations de régime
- L'amendement IAS 28 « investissement à long terme »
- L'amendement IFRS 9 « options de préparations avec compensation négative »
- IFRIC 23 Positions fiscales incertaines

1.1. Consolidation

Les sociétés que DEVERNOIS SA contrôle sont intégrées globalement.

Le périmètre de consolidation est présenté en note 2.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les comptes des sociétés consolidées ont tous été arrêtés au 30 juin 2021 et ont tous une durée de 6 mois.

1.2 Conversion des états financiers des filiales étrangères

La conversion des états financiers des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro est effectuée selon les principes suivants :

- Les comptes de bilan, à l'exception des capitaux propres, sont convertis en utilisant les cours officiels de change à la fin de l'exercice, appelés cours de clôture.
- Les éléments du compte de résultat sont convertis en utilisant le cours moyen de l'exercice.
- Les composantes des capitaux propres sont converties au cours historique.
- Les éléments du tableau de flux de trésorerie sont convertis en utilisant le cours moyen de l'exercice.

Les différences résultantes de la conversion des états financiers de ces filiales doivent être enregistrées en écart de conversion inclus dans les autres éléments du résultat global.

1.3 Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui ont une incidence sur les actifs et passifs figurant dans l'état de la situation financière et mentionnés dans les notes annexes ainsi que sur les charges et produits de l'état consolidé du résultat global. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture conformément à la norme IAS 10.

Les principales estimations au 30 juin 2021 portent sur :

- La valorisation des actifs incorporels,
- Les provisions courantes et non courantes : elles sont évaluées afin de tenir compte de la meilleure estimation des risques à la date de clôture,
- Les passifs sociaux : ils sont évalués selon des hypothèses actuarielles retenues pour le calcul des engagements de retraite.

1.4 Chiffre d'affaires

La société Devernois assure l'activité, la fabrication (au niveau de son unité de fabrication et de son réseau de sous-traitants et de façonniers) et la commercialisation sous forme de ventes en gros d'articles de prêt-à-porter féminin, et accessoires de haut de gamme. Elle vend ses articles à 3 réseaux de distribution :

1.4.1 Ventes détaillants

La société Devernois vend une partie de ses articles à des détaillants, composés de :

- Un réseau d'une centaine de multimarques et de 9 franchisés en France et à l'étranger ; cette distribution de plus en plus sélective quant aux choix des emplacements et des partenaires s'inscrit dans une politique de représentation de la marque dans un environnement haut de gamme.

1.4.2 Ventes aux boutiques

La société Devernois vend aussi ses articles à ses filiales de distribution de vente au détail en France et à l'étranger, structurés autour de 61 points de vente en Europe et d'un site internet marchand. Cette distribution en propre devenue un axe prioritaire de développement s'appuie sur un réseau de points de vente sélectifs. Elle permet d'assurer une image cohérente de la marque dans son univers haut de gamme et assure, à l'appui des moyens mis en œuvre sur le plan du back-office logistique, des systèmes d'information et du merchandising une valorisation des produits de la collection dans ses différentes gammes.

Dans le cadre de la commercialisation de ses produits, le Groupe Devernois, et plus particulièrement ses filiales de distribution françaises et étrangères pratiquent des remises spéciales pour fidéliser ses clients. Ces remises peuvent prendre la forme de remises « anniversaires », « remises fidélités » ou remises « cadeaux clients ».

1.4.3 Ventes aux affiliés

Enfin, la société Devernois vend ses articles à un réseau d'affiliés en France et à l'étranger, constitués de 6 magasins ; ces clients sont issus, pour la moitié d'entre eux, du réseau franchisé et ont suivi la politique de passage au nouveau concept.

Conformément à la norme IFRS 15, le groupe a conclu qu'il n'y avait pas lieu de modifier le fait générateur de la reconnaissance du chiffre d'affaires : le transfert de contrôle des biens intervient au moment où ceux-ci sont mis à disposition des clients. L'application de la nouvelle norme IFRS 15 n'a ainsi donné lieu à aucun ajustement significatif.

1.5 Immobilisations incorporelles :

1.5.1 Fonds de commerce et droits au bail

Valeur brute : Conformément à la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", la valeur brute des fonds de commerce et droits au bail correspond à leur coût d'acquisition, comprenant les frais d'acquisitions, c'est-à-dire les droits de mutation, honoraires et frais d'actes liés aux acquisitions. Ces frais sont maintenus en charges dans les comptes sociaux des filiales de distribution pour des raisons fiscales, et sont donc retraités dans les comptes consolidés.

Dépréciation : Les fonds de commerce et droits au bail sont rattachés à la division Boutiques. En disposition de la norme IAS 36 "Dépréciation des actifs" les fonds de commerce et droits au bail doivent faire l'objet de tests de dépréciation annuels. Ces tests consistent à comparer, la valeur nette comptable des actifs avec leur juste valeur nette des coûts de sortie estimés.

La division Boutiques regroupe autant d'UGT qu'il y a de boutiques.

La division Affiliés constitue à elle seule une UGT (SOCAD).

La division Ventes en gros constitue à elle seule une UGT (DEVERNOIS).

Par mesure pratique, le groupe fait établir au deuxième semestre de chaque exercice, par un cabinet d'évaluation nationalement reconnu pour le réseau français et des experts indépendants pour les filiales étrangères, une estimation unique de la valeur de marché de chacun des fonds de commerce et droits au bail. Cette valeur, considérée comme juste valeur nette du coût de sortie, est utilisée pour les tests de dépréciation annuels destinés à la consolidation. Aucun événement intervenu sur la période n'est susceptible de remettre en cause la valeur des fonds de commerce inscrits à l'actif du bilan.

1.5.2 Frais de collection

Selon la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Selon les dispositions de la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de création de collections constituent des frais de développement et doivent être activés. Ils sont évalués aux coûts directs de production et constatés en "Production stockée et immobilisée". Ils sont entièrement amortis en fonction du nombre de

pièces produites par saison et sortis de l'actif sur l'exercice de production de la collection.

1.5.3 Autres immobilisations incorporelles produites ou acquises

Les autres immobilisations incorporelles (logiciels essentiellement) sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue

1.6 Immobilisations corporelles

Valeur brute Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les subventions d'équipement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou à une prolongation de la durée d'utilité du bien.

Amortissement L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particulier, notamment celui des véhicules, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Durée d'utilisation en années	
Constructions	20 – 80
Matériels et outillages	10 – 30
Matériels et mobilier de bureau	5 - 20
Matériels de transport	5 - 10
Agencement et installations	10 - 20

1.7 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux fonds et droits au bail.

1.8 Actifs et passifs financiers

- 1 Les valeurs mobilières de placement ont été enregistrées à la juste valeur au 30 juin 2021. En cas de cessions concernant des titres de même nature conférant les mêmes droits, le prix de revient des titres cédés a été déterminé selon la méthode de "premier entré, premier sorti".
- 2 Au 30 juin 2021, il n'y a aucun écart significatif entre la juste valeur du portefeuille de valeurs mobilières et sa valeur comptable.
- 3 À la date d'établissement des comptes, une provision pour dépréciation est enregistrée si la valeur comptable est supérieure à la valeur boursière du portefeuille.
- 4 Au 30 juin 2021, aucune provision n'a été constituée.

1.9 Actifs et passifs destinés à être cédés :

Les actifs ou groupe d'actifs destinés à être cédés, comme définis par la norme IFRS 5, sont présentés sur une ligne distincte de l'actif. Les dettes liées aux groupes d'actifs destinés à être cédés sont présentées sur une ligne distincte du passif. Dès lors qu'elles remplissent les conditions pour être classées en actifs destinés à être cédés, c'est-à-dire dès lors qu'elles sont disponibles pour une cession immédiate et que leur cession est probable, les immobilisations cessent d'être amorties.

À chaque clôture, la valeur comptable est comparée à la juste valeur, nette des frais de cession, et une dépréciation est comptabilisée s'il y a lieu.

Lorsqu'un groupe d'actifs cédé, destiné à être cédé ou arrêté est une composante de l'entité, ses charges et ses produits sont présentés sur une ligne séparée sur l'état consolidé du résultat global (résultat net des activités non poursuivies).

1.10 Stocks

Les stocks sont valorisés selon la procédure suivante :

- La valorisation des matières premières, produits intermédiaires et en cours s'opère, en fonction de leur saison, au coût unitaire moyen pondéré.
- Les produits finis sont valorisés selon la méthode suivante :

Produits fabriqués en interne :

Ces produits sont valorisés en fonction des coûts d'approvisionnement et de confection réels pondérés, issus des factures comptabilisées, et appliqués aux coûts d'unité d'œuvre réels annuels. Ces coûts directs sont majorés des charges indirectes de production, incluant la dotation aux amortissements des frais de création des collections produites.

Produits de négoce :

Ces produits sont valorisés aux prix de revient réels pondérés issus des factures comptabilisées et incluant des frais généraux réels tels que les frais de port, l'emballage, les frais d'assurances.

Il n'y a pas de modifications relatives aux méthodes de dépréciation des stocks qui sont toujours établies par rapport à une valeur commerciale prévisible de revente nette des coûts de réalisation.

1.11 Impôts

La charge d'impôt inclut les impôts courants sur les sociétés et les impôts différés.

La charge d'impôt exigible est égale aux impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans chaque pays.

Conformément à la norme IAS 12 « impôt sur le résultat », l'impôt différé est déterminé en fonction des différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et les états financiers consolidés et les valeurs fiscales correspondantes utilisées dans le calcul du bénéfice imposable. En général, des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporaires déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Les taux d'imposition retenus pour l'exercice sont :

- Pour les sociétés françaises faisant partie du périmètre de l'intégration fiscale de DEVERNOIS SA le taux légal pour 2021 soit 26,5%
- Pour Devernois Belgique, le taux légal pour 2021, soit 25 %.
- Pour Devernois Suisse, le taux légal pour 2021, soit 25 %.
- Pour Devernois Espana, le taux légal pour 2021, soit 25 %
- Pour Devernois Portugal, le taux légal pour 2021, soit 21 %.

1.12 Provisions courantes et non courantes

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque :

- Il existe une obligation, juridique ou implicite, résultant d'évènements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Selon leur échéance, les provisions sont considérées comme « courantes » (échéance inférieure à un an) ou « non courantes » (échéance supérieure à un an). Les actifs éventuels sont mentionnés en annexe lorsque leur réalisation est probable et que leur montant est significatif. Les passifs éventuels sont mentionnés en annexe lorsque leur montant est significatif.

1.13 Provisions pour engagements sociaux

Conformément à la norme IAS 19 "Avantages du personnel", dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués chaque année, suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse de date de la retraite fixée généralement à soixante-cinq ans ;
- un taux d'actualisation ;
- un taux d'inflation ;
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur

les actifs financiers du régime. À compter du 1er janvier 2013, les écarts actuariels sont comptabilisés en capitaux propres en autres éléments du résultat global.

1.14 Actions propres

Les actions propres détenues par un groupe doivent être enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres et le produit de cession éventuel des actions propres est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-value de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

À l'heure actuelle, le groupe ne détient pas d'actions propres.

Note 2 Périmètre de consolidation

2.1 Noms des sociétés consolidées

SOCIÉTÉS	Activité	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Méthode de Consolidation
DEVERNOIS SA Siren 405 880 485 13 boulevard des Etines 42120 LE COTEAU	Commerce de gros d'habillement	100 %	100 %	Intégration globale
SOFRADE SASU Siren 321 736 324 13 boulevard des Etines 42120 LE COTEAU	Commerce de détail d'habillement	100 %	100 %	Intégration Globale
SOCAD SARL Siren 419 018 254 13 boulevard des Etines 42120 LE COTEAU	Commerce de détail d'habillement	100 %	100 %	Intégration Globale
DEVERNOIS PORTUGAL Siren 508 682 258 Avenue Fernado Pessoa Edificio ecran lote LISBOA - Portugal	Commerce de détail d'habillement	100 %	100 %	Intégration Globale
DEVERNOIS ESPANA SL C/Vélasquez 126 7°AB 28006 MADRID - Espagne	Commerce de détail d'habillement	100 %	100 %	Intégration Globale
DEVERNOIS BELGIQUE Siren BE 0453.341.574 25 avenue Louise 1050 BRUXELLES - Belgique	Commerce de détail d'habillement	99,99 %	99,99 %	Intégration Globale
DEVERNOIS SUISSE EURL Siren 350 187 027 13 boulevard des Etines 42120 LE COTEAU	Commerce de détail d'habillement	100 %	100 %	Intégration Globale

2.2 Évolution significative du périmètre en 2021

Néant

2.3 Impacts des changements du périmètre de consolidation sur les données consolidées

Néant

Note 3 Informations relatives aux secteurs opérationnels

En application de l'IFRS 8 "Secteurs opérationnels", le seul niveau d'information sectorielle est le secteur d'activité. Cette information est fondée sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance de chaque secteur opérationnel. Le groupe est géré en trois segments principaux :

- division détaillants
- division boutiques
- division affiliés

chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante.

Compte de résultat	30/06/2021	Détaillants	Boutiques	Affiliés
Chiffre d'affaires	7 762	929	6 574	260
achats		-902	-1 152	-113
charges commune		-220	-5 165	-49
Résultat opérationnel	161	-193	257	98
Résultat financier	-164	-20	-139	-5
Charges d'impôt	46	5	39	2
Résultat des activités non maintenues	-503	0	-503	0
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0			
RESULTAT CONSOLIDE NET	-460	-208	-346	94

Note 3. Chiffre d'affaires

<i>(en K€)</i>	30/06/2021	30/06/2020
Ventes de biens	7 526	7 227
Prestations de services	237	34
Total	7 762	7 261

Note 4. Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements figurant à l'actif concernent les actifs suivants :

<i>(Immobilisations nettes en K€)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Frais de collection	399	377
Autres immobilisations incorporelles	12 591	14 092
Autres immobilisations corporelles	8 768	10 734
Total	21 758	25 203

Note 5. Autres produits et charges d'exploitation

<i>(en K€)</i>	30/06/2021	30/06/2020
Autres produits de gestion courante	27	28
Autres charges de gestion courante	(46)	(46)
Total	(18)	(18)

Note 6. Autres produits et charges opérationnels

Ils comprennent principalement les pertes et profits et les variations de provisions couvrant des événements exceptionnels.

<i>(en K€)</i>	30/06/2021	30/06/2020
Autres produits	5 080	4 504
Autres charges	(4 855)	(4 385)
	225	119

Note 7. Charges de financement

Le poste passe d'une perte de 3 K€ en juin 2020 à une perte de 31K€ en juin 2021 qui correspondent aux frais financiers sur emprunts (application de la norme IFRS16)

Note 8. Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Actifs destinés à être cédés	Retraitement IFRS 16	Autres mouvements	Clôture
Écarts d'acquisition							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et développement	327	299	22				604
Concessions, brevets et droits similaires	2 804	5					2 809
Fonds commercial	20 319		2 696	277		-13	17 887
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours	319	80					399
Avances, acomptes sur immo. incorporelles							
Immobilisations incorporelles brutes	23 769	384	2 718	277		-13	21 699

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Actifs destinés à être cédés	Retraitement IFRS 16	Autres mouvements	Clôture
Écarts d'acquisition							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et développement	43	385	22				406
Concessions, brevets et droits similaires	2 709	38					2 747
Fonds commercial	7 335	385	2 753	602		-13	5 556
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances, acomptes sur immo. incorporelles							
Amortissements et provisions	10 087	808	2 775	602		-13	8 709

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Actifs destinés à être cédés	Retraitement IFRS 16	Autres mouvements	Clôture
Écarts d'acquisition							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et développement	284	-86					198
Concessions, brevets et droits similaires	95	-33					62
Fonds commercial	12 984	-385	-57	-325			12 331
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours	319	80					399
Avances, acomptes sur immo. incorporelles							
Valeurs nettes	13 682	-424	-57	-325			12 990

Note 9. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Actifs destinés à être cédés	Retraitement IFRS 16	Autres mouvements	Clôture
Terrains	315						315
Constructions	2 585						2 585
Droits d'utilisation sur bâtiment	13 822	2 573	4 011				12 384
Installations techniques, matériel, outillage	3 938	1	39				3 900
Autres immobilisations corporelles	6 489	1	706	168		-9	5 941
Immobilisations en cours	96	8					104
Avances et acomptes							
valeurs brutes	27 245	2 583	4 756	168		-9	25 229

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Actifs destinés à être cédés	Retraitement IFRS 16	Autres mouvements	Clôture
Terrains	144						144
Constructions	2 139	17					2 157
Droits d'utilisation sur bâtiment	5 421	1 153	1 744				4 830
Installations techniques, matériel, outillage	3 824	15	34			-1	3 805
Autres immobilisations corporelles	5 811	90	620	252		-9	5 525
Immobilisations en cours							
Avances et acomptes							
Amortissements et provisions	17 339	1 275	2 398	252		-10	16 461

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Actifs destinés à être cédés	Retraitement IFRS 16	Autres mouvements	Clôture
Terrains	171						171
Constructions	446	-17					428
Droits d'utilisation sur bâtiment	8 401	1 420	2 267				7 554
Installations techniques, matériel, outillage	114	-14	5			1	95
Autres immobilisations corporelles	678	-89	86	-84			416
Immobilisations en cours	96	8					104
Avances et acomptes							
valeurs nettes	9 906	1 308	2 358	-84		1	8 768

Note 10. Actifs financiers

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Retraitement IFRS 16	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations							
Actifs nets en cours de cession							
Participations par mises en équivalence							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières	570	2	94				478
Créances rattachées à des participations							
Valeurs brutes	570	2	94				478

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Retraitement IFRS 16	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations							
Actifs nets en cours de cession							
Participations par mises en équivalence							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières							
Créances rattachées à des participations							
Provisions							

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Retraitement IFRS 16	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations							
Actifs nets en cours de cession							
Participations par mises en équivalence							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières	570	2	94				478
Créances rattachées à des participations							
Valeurs nettes	570	2	94				478

Note 11. Impôt différé actif et passif

Les impôts différés actifs et passifs sont composés des déficits activés sur DEVERNOIS SA et des sursis d'imposition sur SOFRADE SAS ;

Le montant des actifs d'impôts différés s'élève à 17 K€

Le montant des passifs d'impôts différés s'élève à 795 K€

Note 12. Créances de financement

Néant.

12.1. Montant des créances douteuses

	30/06/2021	31/12/2020
Clients et comptes rattachés bruts	357	852
Provision pour clients douteux	(209)	(201)
Montant net	149	652

12.2. Évolution des dépréciations pour créances douteuses

(en K€)	30/06/2021	31/12/2020
Dotation créances douteuses	(43)	(66)
Reprise créances douteuses	35	47
Pertes sur créances irrécouvrables		
Rentrées sur créances amorties		
Total	(8)	(19)

Note 13. Stocks

	30/06/2021	31/12/2020
Matières premières	1 119	1 277
Produits en cours	253	110
Produits intermédiaires et finis	633	502
Marchandises	4 166	4667
Avances et acomptes		
Total valeur brute	6 171	6 556
Dépréciation	944	1 042
Total valeur nette	5 227	5 514

Note 14. Autres débiteurs

(en K€)	30/06/2021	31/12/2020
Autres créances	1 504	1 024
Charges constatées d'avance	415	337
Total	1 919	1 361

Note 15. Trésorerie

(en K€)	30/06/2021	31/12/2020
Placements		0
- dont dépréciations		
Comptes courants bancaires et caisses	3 862	2 186
Total	3 862	2 186

Note 16. **Capitaux propres**

16.1. Composition du capital

Décomposition du capital social	Nombre	Montant
Actions composant le capital social en début d'exercice	299 058	2 300
Actions composant le capital social en fin d'exercice	299 058	2 300

Note 17. Provisions

17.1. Détail des provisions

Provisions pour risques et litiges :

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Réévaluations	Biens destinés à être cédés (IFRS 5)	Clôture
Provisions capital appelé non versé							
AUTRES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES							
Provisions pour risques	1 006		59	376			689
Provisions pour charges	1 365		315	1 335			346
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	2 371		374	1 711			1 035
Provisions sur frais d'établissement							
Prov. sur frais de recherche et développement							
Prov. sur conss, brevets et droits similaires							
Provisions dépréciation droit au bail							
Provisions dépréciation fond commercial	7 335			2 381			4 995
Provisions sur autres immo. Incorporelles							
Provisions sur immobilisations incorporelles en cours							
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES	7 335			2 381			4 995
Provisions sur terrains	144						144
Provisions sur terrains en crédit-bail							
Provisions sur constructions							
Provisions sur constructions en crédit-bail							
Provisions sur immobilisations corporelles en cours							
PROV. SUR IMMO CORPORELLES	144						144
Provisions sur titres de participation							
Prov. pour cess actifs nets en cours							
Provisions sur titres mis en équivalence							
Provisions sur créances rattachées							
Provisions sur autres titres immobilisés							
Provisions sur prêts							
Provisions sur autres immobilis. financières							
PROV. SUR IMMO FINANCIÈRES							
Provisions sur stocks matières premières	479		439	479			439
Provisions sur en cours de biens							
Provisions sur en cours de services							
Provisions sur stocks produits finis	401		408	401			408
Provisions sur stocks marchandises	162		96	162			96
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS	1 042		943	1 042			943
Prov. sur avances et acptes versés sur cmdes							
Provisions sur comptes clients	201		43	35			209
Provision dépréciation clients douteux							
Provisions sur autres créances	2						2
Provisions charges constatées avan.							
Prov. sur valeurs mobilières de placement							
Provisions sur actions propres							
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	203		43	35			211
TOTAL GÉNÉRAL	11 095		1 360	6 169			7 328

Ces provisions concernent des risques et litiges à caractère commercial et social pour des assignations engagées avant la date d'établissement des comptes. Elles ont été évaluées sur la base du risque estimé par la société après consultation de ses conseils.

Note 18. Engagements de retraites et assimilés

18.1. Engagements de retraites

18.1.1. Hypothèses retenues pour les comptes annuels

- Taux d'actualisation : 0.87 %.
- Taux de rotation : faible pour la société mère et ses filiales
- Âge conventionnel de départ : 62 ans.
- Condition de départ : départ volontaire.
- Droits acquis : convention collective de l'entreprise qui s'applique.

18.1.2. Éléments chiffrés

(en K€)	30/06/2021	31/12/2020
IFC	520	652
Total	520	652

18.2. Médailles du travail

Non significatif.

Note 19. Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales

19.1. Détail des emprunts

(en K€)	Valeur bilan au 30.06.2021	Nominal	Échéances du	
			< 1 an	De 1 à 5 ans
Emprunts obligataires				
Fonds de participation des salariés à long terme				
Emprunts sur locations financement long terme				3 896
Emprunts et Dettes auprès des établissements de crédit	3 896			
Intérêts courus sur emprunts	43			43
Autres emprunts à long terme	667			667
À la clôture de l'exercice	4 606			4 606

19.2. Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

(en K€)	Solde au bilan au 30.06.2021	Monnaie d'émission
Concours bancaires courants		
Banques créditrices	2 551	Euro
Total	2 551	

19.3. Dettes financières diverses

(en K€)	Valeur bilan au 30.06.2021 Coût amorti ou juste valeur	Échéances	
		< 1 an	De 1 à 5 ans
Comptes courants d'associés	667		667
À la clôture de l'exercice	667		667

Note 20. Autres passifs non courants

(en K€)	30/06/2021	31/12/2020
Provisions pour risques et charges non courantes		
Impôts différés passifs	795	840
Participation des salariés		
Total	795	840

Note 21. Autres passifs courants

(en K€)	30/06/2021	31/12/2020
Dettes fiscales et sociales	3 499	2 725
Fournisseurs	3 682	2 483
Avances et acomptes reçus	165	6
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	3
Créditeurs divers	263	97
Total	7 609	5 314

Note 22. Engagements donnés

Les engagements donnés représentent des cautionnements accordés par DEVERNOIS à :

- Devernois Suisse pour 93 K€
- Belgique pour 23 K€
- Sofrade pour 962 K€

Soit un total de 1 078K€

Les engagements reçus représentent 116 K€ (créances assorties de garanties).

Note 23. **Rémunération des dirigeants**

Monsieur Thierry BRUN, président du directoire de la société,

Madame Séverine BRUN, directrice générale de la société,

Madame Zélia BOËL, présidente du conseil de surveillance de la société,

Monsieur Cyril Balas, membre du conseil de surveillance de la société

ont perçu, ensemble, au titre des avantages à court terme, la somme de 80,7 K€ sur le 1er semestre 2021

La Société HSTB, holding de contrôle majoritaire de la société DEVERNOIS SA n'a perçue aucun montant au titre des conventions réglementées pour les sociétés DEVERNOIS et SOFRADE au titre de du premier semestre 2021.

Note 24. **Passifs éventuels**

Néant

Note 25. **Évènements postérieurs à la clôture**

Néant

Note 26. **Transaction avec les parties liées**

Les parties liées sont HSTB, SCI DAX IMMO, SCI FOX IMMO, SCI MUL IMMO SCI DISPRO, SPRL OST Immo. et les dirigeants de la société DEVERNOIS. En dehors des rémunérations des dirigeants mentionnés en note 24 il n'y a pas d'autres relations entre les parties liées.

Note 27 Éléments significatifs de l'exercice

Le groupe Devernois a été fortement impacté par la crise sanitaire liée au Virus COVID19. Les filiales de distributions françaises ont vu leur exploitation s'arrêter, du 17 mars 2021 au 3 mai 2021 du fait de la fermeture administrative de l'ensemble des points de vente. C'est la troisième fermeture administrative en 18 mois pour la France. Les mesures liées à la pandémie ont, également, été poursuivies au cours sur premier semestre dans les autres pays d'Europe.

Cela a amené, le groupe à demander la protection du tribunal de Roanne avec le placement en redressement judiciaire des sociétés Devernois SA et Sofrade SAS le 3 février 2021. La période d'observation de 6 mois a été prolongée jusqu'au 2 février 2022.

Dans le cadre de ce redressement judiciaire, un plan de départ a été mis en place sur Devernois SA mixant licenciement économique et départ en retraite non remplacé. Les derniers magasins Sofrade structurellement non rentables ont été fermés.

Note 28 Couvertures de change

Concernant les risques de change, la société est exposée pour ses transactions en dollars relatives à ses achats de marchandises, et en livre sterling et franc suisse pour les ventes réalisées en Angleterre et en Suisse. La situation économique de l'entreprise ne lui a pas permis de couvrir ces risques.

La fin de la période d'observation de Devernois SA, devrait permettre de couvrir, à nouveau, ce type de risques

Concernant les autres devises, les flux restant à des niveaux très faibles, il n'est pas pratiqué de couverture de change